

[Texte]

Mr. Foster: Many producers whom I have talked to seem to think there is an escalation of that disadvantage with a reduction of \$30 a tonne. I do not know how to express this, Mr. Chairman, but it seems to be an incredible disadvantage. When the price of wheat goes down by 20%, other commodities—flax and rapeseed, etc.—go down disproportionately more. With the impact of the U.S. grain bill or farm bill and the EEC and so on, there seems to be a very dramatic decrease in the viability of the number of farms in the west, even if there is \$1 billion deficiency payment. Do you see that in your area? This is the story I heard when I visited some areas in southern Manitoba last week.

Mr. Eckert: Mr. Chairman, I think this is true all across western Canada, that the loan program and the target price in the U.S. and the subsidy program in the European Common Market affect us very dramatically.

• 1610

To give one illustration, when it comes to input costs, in England a farmer spends \$275 an acre for three of the major components in his production: seed, fertilizer, and chemicals. But he does receive \$6 a bushel for his grain, and intensive cereal management means very much in his planning program, and to his advantage very distinctly, because the price for his product is based on the total cost of his input. So it is pretty simple. It is like being a grocer. He adds all the costs together and then includes a factor for a return.

So everyone involved in agriculture under that kind of climate has to benefit. There is a profit for everyone in that sector. But we are moving the other way. Everything we do in agriculture still has a small profit, albeit many are going into bankruptcy because farmers discontinue to do business. But the end product shows a net loss, as we have just described, to the point where the farmer will no longer be in existence in western Canada. We say that respectfully because we do not want that to happen.

The Chairman: Would you agree, Mr. Eckert, that those policies you describe in Europe and in the United States that currently exist are in fact contributing to the problems that exist in Canada?

Mr. Eckert: We believe so, Mr. Chairman, very much so.

Mr. Foster: The other point relating to your brief is this. You mentioned that you see problems with increasing the domestic price of wheat. You say we should be looking at other alternatives than a higher domestic price. Mr. Malone and I spent quite a bit of time discussing this last spring on a special committee. Most groups at that time were advocating a very high domestic price of wheat. Do you see the problem of increased production in non-traditional areas as being the problem of having, for instance, a much higher domestic price of wheat?

[Traduction]

M. Foster: De nombreux céréaliculteurs auxquels j'ai parlé croient que la réduction de 30\$ la tonne ne fait qu'aggraver le problème. Je ne sais pas comment exprimer cette idée, monsieur le président, mais cela me semble représenter un désavantage incroyable. Lorsque le cours du blé chute de 20 p. 100, les autres denrées—le lin, le colza, etc.—diminuent beaucoup plus proportionnellement. Compte tenu des répercussions du projet de loi agricole présenté aux Etats-Unis et les mesures adoptées par la CEE, la viabilité d'un grand nombre d'exploitations agricoles de l'Ouest est sérieusement menacée, malgré le versement d'un paiement compensatoire de 1 milliard de dollars. Entendez-vous les mêmes échos dans votre région? Ce sont là des commentaires que j'ai entendus lorsque je me suis rendu dans le sud du Manitoba la semaine dernière.

M. Eckert: Monsieur le président, je crois que cela vaut partout dans l'Ouest; nous sommes dûment touchés par le programme de prêts et le prix-cible établi aux Etats-Unis et par le programme de subventions de la Communauté économique européenne.

Si vous voulez parler de prix de revient, je vais vous donner l'exemple de l'agriculteur anglais qui dépense 275\$ par acre pour trois des éléments essentiels de sa récolte: la semence, l'engrais et les produits chimiques. Mais il touche 6\$ du boisseau, ce qui fait que la culture intensive des céréales joue un rôle important dans sa planification, et cela à son avantage, étant donné que son prix de vente est calculé à partir de son prix de revient. C'est donc très simple. C'est exactement comme ce que peut faire un épicier. Il ajoute le bénéfice au prix de revient et cela lui donne son prix de vente.

Dans ces conditions, l'agriculture est évidemment rentable. Tout le monde y trouve son profit. Mais ce n'est pas comme cela que nous fonctionnons ici. Voilà pourquoi l'agriculture ne rapporte pas grand-chose, et pourquoi beaucoup font faillite et déposent leur bilan. On arrive au total à une perte nette, comme nous venons de l'expliquer, au point qu'il n'y aura bientôt plus d'agriculture dans l'ouest du Canada. Permettez-nous de le dire, très respectueusement, car nous n'aimerions certainement pas que cela devienne effectivement une réalité.

Le président: Pensez-vous donc, monsieur Eckert, que les mesures de soutien adoptées en Europe et aux Etats-Unis en ce moment contribuent à aggraver le problème canadien?

M. Eckert: Très certainement, monsieur le président.

M. Foster: Je reviens maintenant à votre mémoire. Vous n'êtes pas partisan d'une augmentation du prix du blé sur le marché intérieur. D'après vous ça ne serait pas une bonne solution. M. Malone et moi-même en avons beaucoup discuté au printemps dernier, au sein d'un comité spécial. Or, à l'époque, la plupart des groupes concernés étaient partisans de cette solution. Si d'après vous ça n'en est pas précisément une, cela tient-il au fait que la production a augmenté dans des régions qui jusqu'ici n'étaient pas des régions de culture du blé?